



Gouvernance et transition démocratique

L'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts, mais de fortes institutions.

Président Barack Obama

Discours au parlement ghanéen

11 juillet, 2009

Les agitations sociales et politiques dans les pays d'Afrique du Nord de la Tunisie (décembre 2010), de l'Égypte (janvier 2011) et de la Libye (février 2011), surnommées la Révolution du Jasmin puis le Printemps Arabe, étaient l'expression de frustrations profondes avec des systèmes politiques centralisés, réticents à relever les défis sociaux et économiques auxquels sont confrontés leurs pays. Elles résument les frustrations des citoyens dues aux gouvernements corrompus et défaillants. Les gouvernements tunisien, égyptien et libyen successifs ont privé les citoyens ordinaires de leurs droits fondamentaux. Le chômage élevé, l'inflation alimentaire, le manque de liberté d'expression, la mauvaise condition de vie, associés à la confiscation de la richesse de l'état par de petites élites, et leurs clientèles, à travers des systèmes corrompus, ont déclenché les révoltes en Afrique et au Moyen-Orient.

Dans les gouvernements autoritaires, comme dans les états communistes d'antan et d'aujourd'hui, les citoyens sont contrôlés par l'état à travers les autorités politiques et leur appareil de sécurité. La distinction entre la richesse de l'état et de ses dirigeants est floue ; la classe dirigeante maximise ses avantages personnels au détriment de l'ensemble de la société. Selon les estimations de la Banque mondiale, entre \$1 et \$1.6 trillions sont perdus à la corruption chaque année dans le monde, par contre « lorsque les pays s'attaquent à la corruption, ils quadruplent leurs revenus nationaux à long terme. Les entreprises peuvent se développer jusqu'à 3 pour cent plus rapidement et la mortalité infantile peut chuter de 75 pour cent¹ ». *Africa Progress Report 2013* stipule que « l'Afrique perd deux fois plus à la corruption qu'elle ne reçoit de l'aide étrangère », mais « la bonne gouvernance aidera l'Afrique à sortir de la pauvreté, du chômage et des inégalités² ». Depuis les indépendances des années 1960, la plupart des états africains ont été gouvernés par des régimes autocratiques ou semi-autocratiques. En dépit de cela, l'Afrique est beaucoup plus proche de réaliser son potentiel considérable dans le développement économique et le progrès social. Le principal obstacle est le manque de gouvernance qui peut lui permettre de transformer ses économies et ses sociétés.

Tout simplement, le concept de gouvernance décrit certaines formes d'interaction entre l'état et la société. La bonne gouvernance reconnaît l'intégrité, les droits et les besoins des personnes relevant de l'état. La gouvernance est un moyen de gérer le pouvoir et la politique, alors que le gouvernement est un instrument pour le faire. Les Nations Unies spécifient que

la bonne gouvernance a huit caractéristiques majeures. Elle est participative, axée sur le consensus, responsable, transparente, réactive, efficace et efficiente, équitable et inclusive et respecte la primauté du droit. Elle assure que la corruption soit minimisée, les vues des minorités prises en compte et que les voix des plus vulnérables de la société soient entendues dans le processus décisionnel. Elle est également sensible aux besoins actuels et futurs de la société³.

Dans les pays démocratiques, le principal objectif d'un gouvernement est de servir son peuple à travers les institutions et la bonne gouvernance. Le gouvernement n'est alors qu'un instrument aux fins de la gouvernance.

Le Printemps Arabe et le détroitement de Zine al-Abidine Bin Ali, Hosni Mubarak et Mu'ammar Gadhafi, trois des régimes autoritaires les plus solides et stables de l'Afrique du Nord, offrent deux leçons. D'abord, les gouvernements qui sont incapables ou refusent de répondre aux besoins de leurs citoyens et de choisir la transparence dans leur prise de décision, conduiront leur pays à des défaillances graves, à la corruption, à la violence, à la faim, à la pauvreté – et à leur perte. Ensuite, les vagues après vagues de protestations d'une jeunesse émergente, affranchie et habilitée dans le monde en voie de développement a montré qu'il n'y a pas de retour à l'autocratie, à la mauvaise gouvernance et à la corruption.

Rémy M. Mauduit, rédacteur en chef
Air and Space Power Journal–Afrique et Francophonie
Maxwell AFB, Alabama

Notes

1. World Bank, 2013, « *Corruption: Lack of Integrity or Honesty – Especially Susceptibility to Bribery* », <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTABOUTUS/0,,contentMDK:23272490~pagePK:51123644~piPK:329829~theSitePK:29708,00.html?argument=value>.

2. SEPHEKA, Mantsadi, « Africa: Governance Gets New Emphasis At Economic Forum », *allafrica*, 16 mai 2013, <http://allafrica.com/stories/201305161182.html>.

3. United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific, « *What is Good Governance?* », <http://www.unescap.org/pdd/prs/ProjectActivities/Ongoing/gg/governance.asp>.